

DÉCLARATION D'INTÉRÊTS PRIVÉS DES DÉPUTÉS

CONFORMÉMENT À L'ANNEXE I DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU PARLEMENT EUROPÉEN CONCERNANT LE CODE DE CONDUITE DES DÉPUTÉS AU PARLEMENT EUROPÉEN EN MATIÈRE D'INTÉGRITÉ ET DE TRANSPARENCE À PRÉSENTER AU PRÉSIDENT AVANT LA FIN DE LA PREMIÈRE PÉRIODE DE SESSION CONSÉCUTIVE AUX ÉLECTIONS AU PARLEMENT EUROPÉEN OU, EN COURS DE LÉGISLATURE, DANS LES 30 JOURS SUIVANT L'ENTRÉE EN FONCTION AU PARLEMENT EN COURS DE LÉGISLATURE ET AVANT LA FIN DU MOIS QUI SUIT TOUT CHANGEMENT

Nom: FITA

Prénom: Claire

Je, soussigné(e), sur mon honneur et en pleine connaissance du règlement, y compris du code de conduite des députés qui lui est annexé,

déclare par la présente:

(A) «Conformément à l'article 4, paragraphe 2, point a), du code de conduite, je déclare mes activités professionnelles durant les trois années ayant précédé mon entrée en fonction au Parlement, ainsi que ma participation pendant cette même période à tout comité ou conseil d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations ou de tout autre organisme ayant une existence juridique:» (La déclaration d'un mandat précédent en tant que député au Parlement européen ne nécessite pas d'indiquer le montant des revenus, étant donné qu'il s'agit d'informations publiques)

Activité professionnelle ou participation	Ayant généré des revenus ou d'autres avantages			
	Néant	Montant des revenus	Nature de l'avantage (s'il ne génère pas de revenus)	Périodicité
1. Conseillère Régionale et ensuite Vice-Présidente Région Occitanie depuis juillet 2021		3792 EUR		Mensuelle
2. Conseillère municipale Ville de Graulhet		102 EUR		Mensuelle
3. Rectorat Toulouse (jusqu'en août 2021)		1616 EUR		Mensuelle
4. Au titre de mon mandat de conseillère régionale de la Région Occitanie, je siège dans plusieurs organismes extérieurs.	X			
5. Secrétaire de la section du PS de Graulhet, Membre du Conseil et Bureau fédéral de la Fédération du PS du Tarn et Membre du Conseil et Bureau National du Parti Socialiste.	X			

(B) «Conformément à l'article 4, paragraphe 2, point b), du code de conduite, je déclare toute activité rémunérée que j'exerce parallèlement à l'exercice de mes fonctions, y compris le nom de l'entité ainsi que le domaine et la nature de l'activité, lorsque la rémunération totale de l'ensemble de mes activités extérieures, qu'elles soient régulières ou occasionnelles, excède 5 000 EUR bruts par année civile:»

Domaine et nature de l'activité, y compris le nom de l'entité	Ayant généré des revenus ou d'autres avantages		
	Montant des revenus	Nature de l'avantage (s'il ne génère pas de revenus)	Périodicité
1. Conseillère Régionale Occitanie - Region Occitanie	3792 EUR		Mensuelle

(C) «Conformément à l'article 4, paragraphe 2, point d), du code de conduite, je déclare ma participation à tout comité ou conseil d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations ou de tout autre organisme ayant une existence juridique, ou toute autre activité extérieure pertinente que j'exerce:»

Participation ou activité	Ayant généré des revenus ou d'autres avantages			
	Néant	Montant des revenus	Nature de l'avantage (s'il ne génère pas de revenus)	Périodicité
1. Au titre de mon mandat de conseillère régionale de la Région Occitanie, je siége dans plusieurs organismes extérieurs.	X			
2. Secrétaire de la section du PS de Graulhet, Membre du Conseil et Bureau fédéral de la Fédération du PS du Tarn et Membre du Conseil et Bureau National du Parti Socialiste.	X			

(D) «Conformément à l'article 4, paragraphe 2, point d), du code de conduite, je déclare ma participation dans toute société de capitaux ou de personnes, lorsque des répercussions sont possibles sur la politique publique, ou lorsque cette participation me confère une influence significative sur les affaires de l'organisme en question:»

Participation dans une société de capitaux ou de personnes avec des répercussions possibles sur la politique publique	Participation conférant une influence significative	Ayant généré des revenus ou d'autres avantages			
		Néant	Montant des revenus	Nature de l'avantage (s'il ne génère pas de revenus)	Périodicité

(E) Je déclare tout soutien, financier, en personnel ou en matériel, venant s'ajouter aux moyens fournis par le Parlement et qui m'est fourni dans le cadre de mes activités politiques par des tiers, avec indication de l'identité de ces derniers, y compris en ma qualité de président ou de membre participant d'un groupement non officiel, conformément à l'article 35 bis, paragraphe 4, du règlement intérieur:

1. soutien en matériel: Ipad

(*) fourni par Région Occitanie

(*) Identité du tiers ou des tiers concernés, y compris le domaine et la nature de leur activité.

(F) Je déclare tout intérêt privé direct ou indirect qui pourrait influencer l'exercice de mes fonctions et qui n'est pas visé aux points précédents.:

1. Mon conjoint Frédéric PALLIER travaille au Conseil Départemental de Haute-Garonne comme Chef de service Insertion.

(G) Informations complémentaires que je souhaite fournir:

Je suis en disponibilité du Rectorat de Toulouse depuis août 2021 et je n'ai plus perçu de rémunération à partir de septembre 2021. J'ai quitté mes fonctions de Vice-Présidente de la Région Occitanie le 12 juillet 2024 et je vais continuer de siéger à la Région Occitanie comme conseillère régionale. J'ai quitté mes fonctions de conseillère municipale de Graulhet le 12 juillet 2024.

date: 08/10/2024

LES INFORMATIONS CONTENUES DANS LA PRÉSENTE DÉCLARATION SONT FOURNIES
SOUS LA SEULE RESPONSABILITÉ PERSONNELLE DU DÉPUTÉ ET DOIVENT ÊTRE MISES
À JOUR À CHAQUE CHANGEMENT DE LA SITUATION DU DÉPUTÉ, CONFORMÉMENT
À L'ARTICLE 4 DU CODE DE CONDUITE DES DÉPUTÉS AU PARLEMENT EUROPÉEN.

La présente déclaration sera publiée sur le site internet du Parlement.

• **VEUILLEZ RENVOYER L'ORIGINAL SIGNÉ À:**

Parlement européen
Unité Administration des députés¹
PHS 07B019
rue Wiertz, 60
B - 1047 BRUXELLES

• ET UNE COPIE À: AdminMEP@europarl.europa.eu

¹ Avis juridique: l'unité Administration des députés est le responsable du traitement des données au sens du règlement (UE) 2018/1725 [article 3, point 8] et de la décision du Bureau du 22 juin 2005 relative aux dispositions d'application concernant ledit règlement (JO C 308 du 6.12.2005, p. 1).